



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019-2020

CiS  centre international
de solidarité ouvrière

REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année. Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité internationale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, président

Shirley Dorismond, FIQ, trésorière

Denise Gagnon, FTQ, vice-présidente

Laure Letarte-Lavoie, APTS, secrétaire

Chantal Ide, CCMM-CSN

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Suzanne Prévost/Mathilde Rajotte FIQ

Jean Lacharité, CSN

Luc Beauregard, CSQ

Marie Marsolais, AREQ

Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ

Benoît Lacoursière, FNEEQ-CSN Daniel Mallette,
Syndicat des Métallos - FTQ

Vincent Leclair, Conseil régional FTQ Montréal
métropolitain

Marie-Andrée L'Heureux, Unifor Québec - FTQ

Jonathan Groulx, AIMTA, SL 1758 - FTQ

Rachel Sarrasin, membre individuelle

MOT DU PRÉSIDENT

LUC ALLAIRE

La pandémie que nous traversons a bouleversé nos façons de faire. La solidarité, qui est au cœur de notre mission, se vit normalement au coude à coude. Maintenant, elle doit se vivre à distance et en télétravail. C'est ainsi que nous avons dû reporter les festivités qui devaient entourer notre 45^e anniversaire à une date ultérieure, quand nous pourrons enfin prendre un verre de l'amitié tous ensemble.

C'est en effet en 1975 que le CISO a vu le jour. Des leaders du mouvement syndical et populaire et des ONG de Montréal avaient convoqué une conférence internationale de solidarité ouvrière. Près de 500 travailleuses et travailleurs du Québec et du Canada avaient participé à cette conférence, de même que 44 personnes déléguées par des mouvements syndicaux et de libération venues d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Cette conférence a permis de jeter les bases du Centre international de solidarité ouvrière, afin de poursuivre le travail de sensibilisation et d'éducation amorcé alors. Au fil des ans, le CISO a contribué à ancrer la dimension internationale de la solidarité dans le mouvement syndical et populaire, tout en répondant aux demandes d'appui aux luttes que mènent ses partenaires du Sud.

Dans les années 1970, le coup d'État au Chili, la lutte héroïque du peuple palestinien et l'emprise grandissante des entreprises multinationales sur l'économie mondiale interpellent le mouvement syndical.

Nous sommes en 2020, et ces trois thèmes nous interpellent toujours. Par exemple, il se tiendra au Chili un plébiscite national le 25 octobre. Le peuple chilien sera alors amené à se prononcer sur un changement de la constitution héritée de la période de la dictature d'Augusto Pinochet, ainsi que sur la nature de l'organe auquel ils souhaitent confier le pouvoir constituant chargé de sa

rédaction : une assemblée constituante ou une commission parlementaire mixte.

Tout comme en 1975, le CISO est au cœur du mouvement de solidarité qui s'exprime pour le peuple chilien. En effet, nous avons été interpellés en novembre 2019 par diverses organisations internationales et locales afin de contribuer à l'organisation d'une délégation d'observation des droits humains au Chili.

Cette délégation a bénéficié de l'appui de plusieurs groupes dont plusieurs syndicats membres du CISO. Elle était composée de 9 personnes des milieux syndical, politique et universitaire, s'est déplacée dans le Cône Sud à la fin de janvier 2020. Denise Gagnon et moi-même y avons représenté le CISO, ainsi que nos organisations respectives. Dans le rapport que nous avons publié en juin 2020, notre délégation a conclu à de très graves violations des droits de la personne au Chili, de manière systématique et généralisée, selon des modèles communs et récurrents dans toutes les régions visitées et perpétrées par les forces de l'ordre. Nous avons aussi dénoncé le silence complice du gouvernement canadien devant ces atteintes très graves aux droits humains.

Mais ce travail de solidarité au Chili n'est que l'une des multiples actions menées par le CISO. Voici quelques faits saillants du rapport annuel :

- Nous avons mené des luttes contre le travail forcé dans l'industrie agroalimentaire.
- Nous avons contribué à organiser un événement majeur sur le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones lors des Journées québécoises de la solidarité internationale avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Cet événement était intitulé « Le droit de dire non existe-t-il vraiment ? Autodétermination et consultation des peuples autochtones ».
- Nous avons poursuivi notre appui au projet d'organisation des travailleuses et travailleurs

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ DANS L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

Cette année, suite au lancement public de la campagne en avril 2019, le CISO a poursuivi son travail d'analyse des pratiques des grands distributeurs alimentaires québécois pour prévenir et agir contre le travail forcé dans l'ensemble de leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Notre campagne interpelle les cinq plus grands distributeurs alimentaires au Québec soit : Loblaw, Metro, Sobeys, Costco et Walmart. Parallèlement nous avons continué à recueillir la signature de personnes qui appuient cette demande et invitent ces grands distributeurs à répondre à nos questions et à distribuer et à présenter les quatre fiches développées au cours de l'année antérieure :

Fiche 1 : Les Conventions et le Protocole relatifs au travail forcé;

Fiche 2 : L'industrie agroalimentaire de la crevette en Thaïlande, des petits fruits au Mexique, du cacao en Côte d'Ivoire, de la tomate en Chine et en Italie ;

Fiche 3 : L'industrie de l'électronique en Chine et en République démocratique du Congo;

Fiche 4 : Les actions possibles pour lutter contre le travail forcé.

Les représentations auprès de divers syndicats sur ce thème se sont poursuivies, notamment avec des ateliers donnés au réseau des Écoles vertes Bruntland-CSQ; à l'AREQ; au CCMM-CSN. Le dévoilement du rapport final sera fait lors d'un événement public au cours du mois d'octobre 2020.

du recyclage informel (« *pepenadores* ») au Mexique, en partenariat avec le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), et nous avons contribué au démarrage d'un projet de coopérative d'élevage porcin à Gomez Palacio (état de Durango, Mexique), également au profit de travailleuses et travailleurs du recyclage informel organisés par le FAT.

- Nous avons donné notre appui à l'Université populaire en Haïti.
- Nous avons organisé un stage de solidarité au Mexique qui a eu lieu du 23 février au 4 mars 2020.
- La coordonnatrice du CISO a participé à la délégation intersyndicale de solidarité au Bangladesh, qui nous a permis de mieux connaître les conditions de travail des travailleuses du textile dans les usines qui fournissent plusieurs grandes marques internationales du vêtement.
- Nous avons envoyé de multiples lettres de plaidoyer, organisé des rencontres de plaidoyer, nous avons réussi à publier plusieurs articles dans les médias québécois.

Bref, nous avons mené tellement d'actions au cours de la dernière année qu'il est difficile de croire que tout ce travail a été accompli par une équipe aussi peu nombreuse.

Je tiens donc à féliciter en votre nom la coordonnatrice du CISO, Amélie Nguyen, la chargée des communications, Marie-Ève Caron, la chargée de la campagne sur les droits territoriaux des peuples autochtones, Juliane Vandal, la consultante en gestion financière, Jeannette Thiffault, ainsi que la soixantaine de personnes qui ont soutenu bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Je tiens également à souligner l'apport constant de Nicole de Sève et de Leïla Mérabet au volet Éducation, et de Marie Paradis à la réalisation des activités du volet Solidarité et coopération internationale.

Félicitations et merci.

Luc Allaire

Président du CISO

CONSENTEMENT PRÉALABLE, LIBRE ET ÉCLAIRÉ DES PEUPLES AUTOCHTONES

Depuis l'époque de la colonisation, de nombreux pays, dont le Canada, entretiennent une économie reposant sur l'exploitation et l'extraction massive des ressources naturelles en territoires autochtones. Les projets extractivistes représentent une grave menace pour plusieurs peuples autochtones à travers le monde. Leurs modes de vie, leurs traditions et leurs activités de subsistance, tel que la chasse, la pêche ou la cueillette, se retrouvent bouleversés par ces projets qui entraînent des transformations irréversibles de leurs territoires. Pour de nombreuses personnes autochtones, qui entretiennent un rapport particulier à la terre, la dévastation de leur environnement peut également entraîner de la détresse. La législation canadienne ainsi que la majorité des législations nationales dans le monde ne reconnaissent pas le droit au consentement des peuples autochtones; ces derniers se voient ainsi contraints de subir les impacts de ces projets extractifs sur leurs territoires traditionnels même s'ils ne sont pas en accord. De plus, loin d'être considérés comme des agents actifs de développement par les compagnies extractives, les Autochtones, en particulier les femmes, sont plus souvent qu'autrement exclus des bénéfices financiers des projets et sont rarement engagés par les compagnies.

À la lumière de cette situation et des revendications territoriales actuelles des peuples autochtones, comme les Wet'suwet'en et les Algonquins du lac Barrière, force est de constater que les droits autochtones peuvent et doivent être mieux défendus.

Les syndicats québécois sont de plus en plus interpellés par la transition écologique. Or, la justice climatique et une transition juste supposent, non seulement la défense des intérêts

des travailleuses et travailleurs mais aussi, une véritable prise en compte des droits des peuples autochtones, trop souvent bafoués par les projets de l'industrie extractive, dont les projets «verts» de barrages hydroélectriques ou de centrales éoliennes. Le CISO a donc lancé une campagne qui se veut une réflexion sur le droit au consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones dans le cadre de la transition écologique juste. L'objectif est de réfléchir sur l'interaction entre respect des droits des peuples autochtones et transition écologique, en particulier en milieu syndical. Cette campagne vise de plus à faire connaître l'étendue des violations des droits autochtones liées à l'extractivisme, en particulier au Canada et en Amérique latine, et à entamer une réflexion quant à la pertinence stratégique du principe de consentement préalable, libre et éclairé (CPLE).

Tout au long de l'année, Nicole de Sève et Juliane Vandal ont fait un important travail de recherche et de rédaction, autour de la Convention 169 de l'OIT et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples autochtones (DNUDPA) qui a permis la publication de quatre fiches d'ampleur :

Fiche 1 : Le consentement préalable, libre et éclairé

Fiche 2 : Femmes autochtones face à l'extractivisme

Fiche 3 : Les projets extractivistes au Canada et au Québec : un enjeu pour les peuples autochtones

Fiche 4 : La résistance autochtone pour le territoire en Amérique latine



Ces fiches ont été rendues disponibles en ligne et en format papier lors d'événements. De plus, un comité intersyndical a été créé afin d'échanger sur les besoins du secteur et de favoriser la concertation autour de ce thème en milieu syndical. Un travail de diffusion auprès des groupes de recherche sur les questions autochtones et des groupes de défense de leurs droits a aussi été mis en branle. Le CISO a fait quelques conférences sur ce thème, notamment auprès des EVB-CSQ et du Conseil fédéral de la FNEEQ. Malheureusement, la pandémie a coupé court aux réunions du comité et à l'organisation d'événements et de formations sur le CPLE au sein des bases syndicales. Le CISO compte continuer à diffuser les fiches et à contribuer à la réflexion auprès de ses membres sur ce thème dans les mois à venir.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Chaque année, le CISO, membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), contribue à organiser l'un de ses événements phares, soit les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Nous participons aux activités de coordination nationales et montréalaises et nous organisons un ou des événements en lien avec la thématique annuelle.



Livres choisis à la Librairie l'Euguélonne. JQSI. Crédit : Juliane Vandal.

En 2019, les JQSI avaient pour thème la justice climatique; allant au-delà des effets de la crise climatique sur l'environnement, les JQSI se penchaient sur la façon dont cette crise affecte les populations de manières inégales et sur les causes de ces inégalités climatiques.

Pour aborder ce thème, le CISO a organisé, en collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, un événement intitulé « Le droit de dire non existe-t-il vraiment ? Autodétermination et consultation des peuples autochtones ». L'atelier abordait la pertinence stratégique du principe de consentement préalable, libre et éclairé (CPLE) dans la défense des droits des peuples autochtones à leurs territoires et à un environnement sain. Une trentaine de personnes ont assisté à l'événement et plus de 400 personnes ont visionné celui-ci en ligne. Nous avons eu la chance d'entendre :

- Camille Chabot-Martin, une étudiante à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal qui travaille sur une analyse du CPLE;
- Alexandra Lorange, l'analyste juridique et politique du regroupement Femmes autochtones du Québec (FAQ);
- Marie-Dominik Langlois, qui a été la coordonnatrice de différentes organisations de droits humains pour l'Amérique latine et qui a abordé le cas du Guatemala.

Autres activités d'éducation

- Le 26 septembre 2019, Eladio Abundiz, du FAT a pu faire une présentation au Conseil d'administration du CISO sur la situation des droits humains et en particulier des droits des travailleuses et travailleurs au Mexique.
- Le 9 octobre 2019, le CISO a facilité une conférence internationale du Forum justice

mondiale lors du Congrès du SCFP-Canada où nous avons eu la chance d'entendre : Margarita Lopez, Syndicat des travailleurs de l'eau (SINTRACUAVALLE), Colombie; Raymond Basilio, Alliance des professeurs inquiets (ACT), Philippines; Jean Bonald Golinski Fatal, Confédération des travailleurs des services publics (CTSP), Haïti.



Rencontre stratégique avec Isabel Zuleta, mouvement Rios Vivos, Colombie. Crédit : Guillaume Charbonneau.

- Le 2 novembre 2019, le CISO a été invité à présenter ses activités lors d'une réunion du comité personnes racisées de l'Alliance de la fonction publique du Canada.
- Pendant l'automne, le CISO a participé à l'organisation d'une tournée pancanadienne de Isabel Zuleta, leader du mouvement Rios Vivos en Colombie, en collaboration avec plusieurs organisations, dont en particulier le CDHAL, qui a piloté cette initiative. Plusieurs événements ont ainsi eu lieu en novembre, comme l'événement « Justice énergétique : pour la défense du fleuve Cauca en Colombie » à l'Université Concordia. Cet événement abordait le rôle du Québec dans les conflits environnementaux ainsi que les massacres et les déplacements en Colombie liés au barrage Hidroituango.
- Le 13 novembre 2019 et le 4 février 2020, le CISO a participé à l'organisation de deux rassemblements devant la Caisse de dépôt et placement du Québec afin de demander le retrait de ses investissements dans le barrage Hidroituango en Colombie. Ce barrage entraîne de graves violations des droits humains de la population de la région.

- Le 16 novembre 2019, le CISO a appuyé l'organisation d'une conférence sur les droits autochtones et le consentement préalable, libre et éclairé au Brésil. Cristiane Pankararu, représentante du groupe Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB), était parmi les invité.e.s.
- Le 19 novembre, la Coordonnatrice a fait une présentation sur le travail forcé et l'imputabilité des compagnies transnationales lors d'un cours du professeur Thomas Collombat à l'Université du Québec en Outaouais.
- Tout au long de l'année, le CISO a fait diverses présentations lors des rassemblements et d'instances syndicales de ses membres : le 6 décembre 2019, au Conseil fédéral de la FNEEQ; à l'assemblée générale de l'AREQ le 30 mai; au Conseil général du CCMM-CSN le 14 juin. Le CISO a aussi tenu plusieurs kiosques d'information lors de telles rencontres.
- En décembre 2019, Marie-Ève Caron a pu représenter le CISO à la COP-25 à Madrid, au sein du Collectif de la société civile québécoise. Marie-Ève a suivi en particulier les thèmes de l'impact des changements climatiques sur les travailleuses/eurs les plus vulnérables; l'autodétermination des peuples autochtones et le CPLE; les approches écoféministes et les alternatives proposées. À

son retour, elle a pu participer à une conférence de presse à l'Assemblée nationale du Québec, convoquée par trois député.e.s.

En tout et partout, les activités et événements du CISO ont permis de rejoindre 5441 personnes, dont 2516 en milieu syndical.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Au cours de l'année 2019-2020, le CISO a poursuivi son appui au projet d'organisation des travailleuses et travailleurs du recyclage informel (« *pepenadores* ») au Mexique, en partenariat avec le Frente Auténtico del Trabajo (FAT). En janvier 2020, une subvention de la Fondation Louise Grenier a permis le démarrage d'un petit projet de coopérative d'élevage porcin à Gomez Palacio (état de Durango, Mexique), également au profit de travailleuses et travailleurs du recyclage informel organisés par le FAT.

Dans le cas de ces deux projets, au 31 mars 2020, le CISO devait encore recueillir une partie des fonds de contrepartie requis afin de compléter les montants accordés par ces bailleurs, soit 2618\$ (sur un total original de 11552\$). Au moment de rédiger le présent rapport, le solde à recueillir est de 110\$.

PROJET « ORGANISATION ET TRAVAIL DÉCENT POUR LES PEPEÑADORES (TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU RECYCLAGE INFORMEL) AU MEXIQUE »

Ce projet conjoint FAT-CISO, d'un budget total de 40 000\$, est financé en partie (30 000\$) par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie. Il a également reçu un financement de 3 000\$ de l'*Ontario Secondary Teachers Federation*. Ses objectifs sont de :

→ Renforcer des regroupements de *pepenadores* situés principalement à Durango (Gomez

Palacios) et Guanajuato (Dolores Hidalgo, Silao, San Luis de la Paz), et en particulier les femmes de ces regroupements, au moyen d'activités d'organisation, de formation, d'échange d'expériences et de développement des capacités;

→ Contribuer à l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie et de travail en appuyant la mise en place d'initiatives d'économie solidaire qui permettraient de valoriser ou d'obtenir un meilleur prix des matières recyclées. Ces travailleuses et travailleurs ont des conditions de vie et de travail particulièrement précaires : ils/elles vivent souvent sur les lieux même de leur travail (donc dans les dépotoirs), ne jouissent d'aucune protection sociale, sont exposé-e-s à des contaminants de toutes sortes, courent un grand risque d'accidents, etc. Ils/elles subissent en outre la discrimination et de multiples formes d'exploitation : intermédiaires de la chaîne de valeur du recyclage, « *caciques* » (chefs) plus ou moins mafieux qui contrôlent l'accès à certains dépotoirs, syndicats « *charros* » (corrompus), etc. De façon croissante, leur moyen de subsistance est également menacé par la privatisation du traitement des ordures, particulièrement dans les grandes municipalités.



Femme recycleuse à Dolores Hidalgo. Crédit : Benoit Taillefer, comité de solidarité internationale, CCMM-CSN

Pourtant, en l'absence de programmes municipaux de recyclage au Mexique, c'est uniquement grâce au travail des "*pepenadores*"

que des centaines de milliers de tonnes de matières résiduelles sont récupérées et recyclées chaque année dans ce pays.

Une visite du projet réalisée début mars 2020, à l'occasion du stage intersyndical du CISO, a permis d'identifier plusieurs changements significatifs.

Par rapport à la situation de départ, le premier constat qui s'impose est le profond changement d'attitude et d'auto-perception des membres de l'Union, femmes et hommes. Ce changement est directement attribuable aux activités de formation et de renforcement organisationnel mises en œuvre dans le cadre du projet. De personnes convaincues qu'elles appartenaient à l'échelon le plus bas et le plus négligeable de la société, qui déclaraient à la mission de démarrage du CISO en 2018 que « *c'était la première fois que quelqu'un leur disait que leur travail avait une valeur* », les membres ont pris conscience de l'importance de leur rôle social et environnemental, ont réalisé qu'ils/elles étaient des travailleuses et travailleurs de plein droit et ont développé leur fierté et leur estime de soi.



Le projet a également permis de développer et de renforcer la solidarité au sein du groupe, au départ plutôt informel et disparate, ses membres étant en compétition, dans une situation de survie. La participation aux assemblées et aux activités (formation, corvées, etc) est constante,

active et généralisée; les membres ont compris qu'il est dans leur intérêt de travailler ensemble plutôt qu'en se faisant mutuellement concurrence.

Un troisième constat important est le développement d'une prise de conscience des membres en tant qu'actrices et acteurs citoyen.ne.s de plein droit. De leur propre initiative, les membres de l'Union organisent des corvées, développent des liens avec d'autres organisations, se joignent à des campagnes publiques et se prononcent publiquement sur des thèmes liés à la protection de l'environnement et à la lutte contre l'extractivisme. Depuis peu, l'Union est officiellement devenue membre de la Red Lacre, le réseau latino-américain des organisations de travailleuses et travailleurs du recyclage informel. L'Union a aussi commencé à développer des activités de sensibilisation de la population en matière de protection de l'environnement et de recyclage.

Enfin, les femmes de l'Union s'affirment davantage au sein de l'organisation et commencent à intégrer des positions de leadership; on constate aussi une conscience et une mobilisation accrues face aux questions de violence sexiste.

Face au danger de privatisation de la gestion des déchets dans plusieurs municipalités, le grand défi consiste maintenant à identifier et à développer des alternatives, des initiatives viables d'économie solidaire, qui permettraient aux *pepenadores* de protéger et d'améliorer leurs moyens de subsistance.

Au 31 mars 2020, le CISO et le FAT planifiaient une proposition de Phase II du projet pour la soumettre au ministère des Relations internationales et de la Francophonie, dans le cadre de l'appel annuel de propositions du PQDI. Cet appel a toutefois été annulé dans le contexte de la pandémie et remplacé par un appel à projets liés à la situation sanitaire causée par la pandémie.

PROJET « ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES POUR LES PEPEADORES DE GOMEZ PALACIO (MEXIQUE) »

Il s'agit d'une initiative complémentaire au projet FAT-CISO, permettant la mise en œuvre d'une première expérience d'économie solidaire avec des « *pepenadores* » du groupement de Gomez Palacio. Ce projet a reçu une subvention de 12 000\$ de la Fondation Louise Grenier et consiste à mettre sur pied une petite coopérative d'élevage porcin. L'Union locale a en effet passé une entente avec les commerçant-e-s du marché public local pour récupérer leurs matières résiduelles, essentiellement végétales. Le projet permettra de valoriser ces matières pour l'alimentation porcine et de créer des emplois pour quelques « *pepenadores* », en majorité des femmes âgées.

Ce projet a démarré en janvier 2020; au moment de rédiger ces lignes, la construction a été complétée, la coopérative est formellement établie et la porcherie est opérationnelle.

APPUI À L'UNIVERSITÉ POPULAIRE EN HAÏTI ET AU PARTENAIRE ICKL

L'Université populaire est une activité de formation, de réflexion collective et de renforcement des cadres des mouvements populaires et paysans haïtiens, organisée conjointement par le Programme Alternatif de Justice (PAJ), l'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA), la Platefòm Ayisyen Playdoye pou yon Devlopman Altènatif (PAPDA), la Sosyete Ayisyen Kominikasyon Sosyal (SAKS), Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA) et l'Institut culturel Karl Levêque (ICKL), qui a lieu chaque année au cours de l'été. L'édition 2019 était organisée autour du thème « Développement des capacités mobilisatrices des entreprises sociales et solidaires en vue d'un impact réel sur la société » et mettait un accent particulier sur la participation de syndicats ouvriers haïtiens. Le CISO a apporté une contribution de 1 500\$ à l'organisation de cette édition de l'Université populaire; cette contribution a été prélevée à même son budget de fonctionnement.

En février 2020, le CISO apprenait que son partenaire historique en Haïti, l'Institut culturel Karl Levêque (ICKL), avait été dévalisé et que tout son équipement (génératrice, ordinateurs, matériel de bureau) avait été volé, ce qui taxe lourdement son fonctionnement. De plus, compte tenu du contexte sanitaire, socio-politique et de sécurité en Haïti, l'édition 2020 de l'Université populaire a dû être reportée. Au cours des prochains mois, si la situation le permet, l'équipe du CISO compte organiser une activité de collecte de fonds afin de soutenir les activités de l'ICKL; une contribution de 1500\$ a également été identifiée à même le budget de fonctionnement du CISO en vue d'une éventuelle édition 2021 de l'Université populaire.

STAGE INTERSYNDICAL DE SOLIDARITÉ AU MEXIQUE

Bien que le stage intersyndical du CISO ait initialement été prévu en Haïti, suite à la montée des troubles et tensions dans ce pays et à un report de la date initiale, le conseil d'administration du CISO a finalement dû décider d'organiser cette année le stage intersyndical de solidarité au Mexique. Entre le 23 février et le 4 mars dernier, une délégation intersyndicale composée de 10 militant.e.s syndicaux, co-organisée par le CISO et le Front authentique du travail (FAT), organisations partenaires depuis plus de 30 ans, a rencontré et discuté avec de nombreux groupes et organisations mexicaines afin de :

- Prendre connaissance de la situation des travailleuses et des travailleurs au Mexique en matière de droits syndicaux et de droits humains ;
- Échanger avec des militant-e-s mexicain-e-s sur des luttes et des enjeux d'actualité qui affectent les travailleuses et travailleurs au Québec comme au Mexique, dont les changements climatiques, la transition juste, l'extractivisme et les droits des communautés autochtones, les accords de libre-échange et les chaînes d'approvisionnement et la privatisation des

services public.

→ Favoriser le développement de liens de solidarité entre des organisations québécoises et mexicaines.



Crédit : Amélie Nguyen.

Au cours de journées bien remplies, nous avons pu rencontrer des groupes syndicaux, de défense des droits humains et de défense des droits des paysans, de l'environnement et des territoires.

Le stage s'est déroulé dans la ville de Mexico et à Dolores Hidalgo, dans l'État de Guanajuato, ce qui a permis aux stagiaires de visiter le projet du FAT et du CISO, visant l'organisation des travailleuses et travailleurs du recyclage informel, aussi appelés « pepenadores ». Les pepenadores nous ont accueilli.e.s avec une énorme générosité et nous ont donné à plusieurs égards des leçons de solidarité et d'entraide, considérant aussi les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles elles et ils travaillent au jour le jour. Les membres de l'Union nous ont en particulier parlé de leur fierté de contribuer à protéger l'environnement, de leur volonté d'apprendre encore et de rester uni.e.s pour avoir une voix plus forte et réussir à défendre leurs droits. La délégation a d'ailleurs rencontré plusieurs représentants de la municipalité de Dolores Hidalgo afin de transmettre les revendications des recycleuses et recycleurs de déchets en particulier : ne pas privatiser la gestion des déchets; maintenir leur accès dans le nouveau dépotoir, y mettre fin au

dépôt illégal de déchets biochimiques dangereux, obtenir l'appui de la municipalité pour la mise en place d'un local ou de toilettes destinées à ces travailleuses et travailleurs.

L'engagement, le courage et la générosité des personnes rencontrées malgré les graves violations de droits et les dangers auxquels plusieurs s'exposent inspire et pousse à une grande admiration. En contrepartie, on ressort aussi de cette expérience porté par une grande indignation quant à l'injustice, causée notamment par la corruption; l'impunité (de 97 à 99% pour les assassinats et disparitions!); la violence généralisée, en particulier envers les femmes; les structures de pouvoir patriarcales; les inégalités grandissantes suite aux années de libre-échange et de néolibéralisme agressif; la prédation des terres et des populations par les grandes compagnies à la recherche de profits, plus spécifiquement les compagnies extractives qui causent une grave destruction environnementale.

Suite au stage, le groupe souhaite poursuivre les actions de solidarité internationale avec les groupes rencontrés pour le respect des droits humains au Mexique en cette période de transition d'ampleur, notamment quant aux droits des travailleuses et travailleurs, dont l'issue demeure incertaine sans une réelle mobilisation sociale. Dans les mois qui viennent, avec l'appui du CISO, les membres de la délégation mettront en œuvre des activités d'éducation, de plaidoyer, de levée de fonds pour permettre à ces groupes de poursuivre leur action en faveur d'un changement social vers une plus grande justice et un respect de l'environnement pour toutes et toutes. Un rapport collectif de la mission sera partagé lors d'un événement public à l'automne 2020.

Le CISO tient à remercier chacune des organisations syndicales qui ont rendu cette délégation solidaire possible. L'organisation est de plus reconnaissante pour l'excellent travail d'interprétariat fait par Amélia Orellana, de la Coop l'Argot (<http://cooplargot.com/>) tout au long du stage et pour l'appui indéfectible de Marie

Paradis, chargée de programme, à l'organisation de cette délégation.

DÉLÉGATION INTERSYNDICALE DE SOLIDARITÉ AU BANGLADESH

Le Fonds humanitaire des Métallos a organisé une délégation intersyndicale de solidarité au Bangladesh en juin 2019. Grâce à son appui, la Coordinatrice du CISO a pu y participer.



Réunion entre la délégation et des travailleuses et travailleurs du textile, zone d'Ashulia. Crédit : A. Nguyen

La délégation a permis de mieux connaître les conditions de travail des travailleuses du textile des usines bangladaises qui fournissent plusieurs grandes marques internationales du vêtement. Auprès des représentant.e.s et organisatrices et organisateurs du Bangladesh Center for Workers Solidarity (BCWS), nous avons pu discuter en particulier du droit d'association et des grands défis auxquels les ces derniers font face, d'un salaire juste, des droits des femmes et des besoins de solidarité suite à une mobilisation récente qui avait causé nombre de mises à pied, la répression des travailleuses et travailleurs et la création d'une liste noire et le non-paiement de salaires et d'avantages. Les membres de l'équipe du BCWS et de syndicats rencontrés (Fédération syndicale indépendante des travailleurs de la confection du Bangladesh (BIGUF), Fédération des travailleurs industriels et de la confection (BGIWF))

travaillent dans un contexte très dangereux où ils sont couramment menacés de violences physiques, voire de mort, afin de défendre les droits de leurs membres. Au cours de la semaine, la délégation a de plus pu rencontrer des représentants du gouvernement canadien, du ministère du Travail du Bangladesh et du regroupement des dirigeants des industries textiles au pays (l'Association des manufactures de confection et d'exportation du Bangladesh (BGMEA)) afin d'obtenir une perspective plus large de la situation et des intérêts divergents en place.

La Coordinatrice a pu poursuivre cet engagement en appuyant la création d'une campagne collective pancanadienne de solidarité avec les travailleuses du textile du Bangladesh, demandant en particulier l'adoption d'un salaire juste par les grandes transnationales du vêtement.



Édifice Tazreen, où au moins 117 personnes sont décédées en 2012, dû à un feu dans une usine du textile. Crédit : A, Nguyen

MISSION D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE CHILIEN

À partir de novembre 2019, le CISO a été interpellé par diverses organisations internationales et locales pour contribuer à l'organisation d'une délégation d'observation des droits humains au Chili. Cette délégation a bénéficié de l'appui de plusieurs groupes dont plusieurs syndicats membres du CISO, était

composée de 9 personnes des milieux syndical, politique et universitaire, s'est déplacée dans le Cône Sud à la fin de janvier 2020. Luc Allaire, président du CISO et responsable de la solidarité internationale à la CSQ, ainsi que Denise Gagnon, pour la FTQ, vice-présidente du CISO, présidente de la Fondation Salvador Allende y ont représenté l'organisation. La délégation a réalisé 65 heures d'entrevues auprès de 99 personnes de 51 organisations à Santiago, Valparaiso et Antofagasta.



Crédit : Amélie Nguyen

Dans un rapport publié en juin 2020, la délégation conclut à de très graves violations des droits de la personne au Chili, de manière systématique et généralisée, selon des modèles communs et récurrents dans toutes les régions visitées et perpétrées par les forces de l'ordre qui ont pourtant la mission d'assurer la sécurité dans le pays.

Des démarches de plaidoyer ont ensuite été faites auprès de représentant.e.s politiques du Canada et du Chili a fin de faire valoir les recommandations de la délégation. Plusieurs événements publics ont fait suite à la publication du rapport, auprès des bases syndicales et du grand public.

Mise à jour au 24 septembre 2020

Campagne d'urgence COVID-19 (Mexique) : Fin avril 2020, notre partenaire mexicain le FAT nous faisait part de la situation particulièrement alarmante des « pepenadores » organisés dans le cadre des projets appuyés par le CISO. En effet, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement, ces travailleuses et travailleurs de l'économie informelle se retrouvaient à la fois exclu.e.s des mesures de protection sociale (accès au système de santé etc) et privé.e.s de leurs moyens de subsistance.

Le CISO a donc lancé un appel à ses membres et ami.e.s et a pu mobiliser un total d'environ 12.500\$ pour appuyer ces travailleuses et travailleurs au moyen de colis de produits alimentaires et d'hygiène et d'équipements de sécurité. Les appuis d'urgence ont été organisés et distribués avec une grande efficacité par le



Les pepenadores de Dolores Hidalgo au Mexique lors d'une distribution de l'aide d'urgence des syndicats québécois et canadiens pendant la pandémie en août 2020. Crédit : Eladio Abundiz, FAT.

FAT, malgré un contexte très difficile. Appel de propositions du MRIF dans le contexte de la pandémie : suite à l'annulation des appels annuels de propositions pour le PÉCM et le PQDI, le ministère québécois des Relations internationales et de la Francophonie a lancé un appel exceptionnel (« plan de soutien aux organismes de coopération internationale ») à la fin juin 2020. Malgré des délais extrêmement serrés, le CISO a pu soumettre une proposition couvrant à la fois des activités d'éducation au Québec et des activités d'économie solidaire et de sensibilisation en santé-sécurité au Mexique (avec le FAT) et en Haïti (avec l'ICKL). Une réponse est attendue incessamment. La FIQ apportera un financement complémentaire de 2000\$ pour les activités de réponse à la COVID-19 en Haïti.

migration et de la population afin de dénoncer les menaces contre Salvador Sánchez Bolaños et le mouvement de défense du territoire de San Pablo Zoquitlán, Puebla.

→ Le **20 septembre 2019**, le CISO a appuyé une déclaration d'une coalition d'organisations canadiennes demandant au Canada de faire pression pour un engagement non équivoque en faveur de la paix de la part du gouvernement colombien de Duque.

→ En **octobre 2019**, dans le cadre de la campagne électorale fédérale, le CISO a pris position en demandant au gouvernement fédéral de respecter les droits des toutes les travailleuses et travailleurs canadiens. Ce fut l'occasion de demander au prochain gouvernement de ratifier enfin la Convention 189 de l'OIT sur les droits des travailleuses domestiques; de procéder à la mise en œuvre nationale de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones; de respecter son engagement d'octroyer 0,7% de son produit intérieur brut à l'aide publique au développement; et de maintenir son financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

→ Le **10 décembre 2019**, le CISO a envoyé une lettre au président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, au gouverneur de l'État de Puebla, Miguel Barbosa Huerta, et au Consul du Mexique à Montréal, Alejandro Estivill Castro, afin de demander dans le cas de Sergio Hernandez Rivera, disparu depuis le 23 août 2018, que la justice soit rendue de façon transparente et impartiale, en identifiant et en condamnant les véritables coupables de cette disparition forcée. Les groupes signataires ont de plus demandé que toutes les démarches nécessaires soient faites pour retrouver Monsieur Rivera Hernández et qu'il soit garanti en toute circonstance que tous les défenseur.e.s des droits humains et de l'environnement au Mexique puissent poursuivre leurs activités légitimes sans menaces, sans crainte de représailles et sans

PLAIDOYER

LETTRES DE PLAIDOYER

→ Le **14 mai 2019**, le CISO s'est joint à de nombreuses autres organisations à l'appel de la coalition Solidarité sans frontières (SSF) afin de s'opposer à la construction d'une nouvelle prison pour migrant·es à Laval dont l'ouverture était prévue en 2021. L'objectif de cette lettre était de dénoncer la détention pour une durée indéterminée de ces migrant.e.s, dont certains enfants, qui affecte grandement leur santé physique et mentale et viole leurs droits. Ce système violent vise de plus à déporter ces personnes vers leur pays d'origine, dans les conditions de pauvreté et de violence qui ont mené ces personnes à quitter leur pays. En avril 2020, le CISO a aussi appuyé la demande faite au gouvernement canadien par une coalition d'organisations de libérer les migrant.e.s détenu.e.s en attente d'une décision sur leur déportation ou leur statut dans le contexte de la pandémie.

→ Le **3 juin 2019**, le CISO a rédigé une lettre au sous-secrétaire des droits humains de la

contraintes. La lettre a été signée par le CISO, le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), la CSN et la FNEEQ.

- Le **4 avril 2020**, le CISO a appuyé une lettre lancée par une coalition d'organisations chiliennes afin demander que les prisonniers politiques en détention préventive soient plutôt assignés à résidence dans le contexte du risque élevé de contracter la COVID-19 dans les conditions de proximité qui caractérisent leur incarcération.
- Le **24 avril 2020**, dans le cadre de la commémoration de l'écroulement de l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh et observant l'impact désastreux de la pandémie sur les travailleuses du textile exploitées, le CISO s'est joint à une coalition d'organisation à travers le Canada pour rédiger une lettre, demandant aux compagnies et au gouvernement canadien : le paiement des commandes de vêtements, des salaires dus et le respect de la santé et sécurité des travailleuses; un appui d'urgence pour surmonter cette crise; l'adoption par le gouvernement canadien de normes obligatoires assurant la diligence raisonnable des compagnies en cas de violation des droits humains; l'adoption par les compagnies du textile de nouvelles pratiques plus justes et respectueuses des droits suite à la pandémie.
- Le **15 avril 2020**, le CISO a appuyé « Un appel pour une surveillance des droits humains dans les réponses gouvernementales à la pandémie de COVID-19 » lancé par Aministie internationale Canada francophone.
- Le **20 avril 2020**, le CISO a appuyé une lettre aux autorités mexicaines pilotée par le CDHAL pour dénoncer les assassinats de la journaliste María Elena Ferral, le 30 mars, dans la ville de Papantla; et du militant Adán Vez Lira, le 8 avril dans la municipalité d'Actopan Veracruz.

→ En **mai 2020**, le CISO a appuyé les Principes pour une relance juste.

RENCONTRES DE PLAIDOYER

- Le 25 novembre 2019, le CISO a participé à une rencontre de plaidoyer organisée par le CDHAL avec la Caisse de dépôt et placements du Québec afin de demander le retrait de ses prêts au projet Hidroituango en Colombie, projet ayant causé de graves violations des droits humains et une vaste destruction environnementale. Y ont participé : Isabel Zuleta, du mouvement Rios Vivos en Colombie, Chantal Ide, du CCMM-CSN, Guillaume Charbonneau du Fonds humanitaire des Métallos et Amélie Nguyen du CISO, ainsi que des représentant.e.s du CDHAL et d'Above Ground.
- Le CISO a pu participer avec l'équipe du CDHAL à une rencontre le 31 mars 2020 avec Affaires mondiales Canada sur le Mexique pour discuter de la situation des droits humains dans ce pays.

COMMUNICATIONS

Au cours des dernières années, l'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur pour le CISO. À travers les réseaux sociaux, le CISO est en mesure d'établir un contact constant avec ses membres, de diffuser de l'information relative à la solidarité entre travailleuses et travailleurs d'ici et d'ailleurs et de partager ses outils d'éducation et son calendrier d'événements destinés au grand public.

IMAGE INSTITUTIONNELLE

Tout au long de l'année, le CISO a réfléchi et élaboré une toute nouvelle image institutionnelle

en collaboration avec Anne-Laure Jean, graphiste.

FACEBOOK

En date du 15 avril 2020, la page Facebook du CISO compte 2 795 abonnés, soit 220 de plus que l'année dernière; cela représente une augmentation de près de 10%. Le nombre moyen d'interactions par publication et le nombre de clics sont restés constants, ce qui signifie que le taux d'engagement des abonnés demeure très élevé. À travers sa page Facebook, le CISO diffuse des informations quant à l'actualité et partage ses outils d'éducation ainsi que ses événements.



Crédit : Amélie Nguyen.

SITE INTERNET

Le site internet a été mis à jour régulièrement tout au long de l'année. Le CISO s'en sert de plus en plus comme un lieu d'archivage des documents de

l'organisation, laissant plus de place aux médias sociaux.

BULLETIN ÉLECTRONIQUE

Notre bulletin électronique fonctionne toujours grâce à l'application Mailchimp. Nous avons près de 1000 abonné.e.s qui reçoivent notre bulletin tous les mois; celui-ci permet aux abonné.e.s de rester au courant des différents événements, campagnes et avancements du CISO. Nous obtenons une moyenne d'ouverture du bulletin de plus de 30%, ce qui est bien considérant que la moyenne pour les organisations de solidarité est de 20%.

TWITTER

Le compte Twitter du CISO compte 2181 abonnés. Les principales publications proviennent de Facebook ou des retweets d'articles.

PRÉSENCE DU CISO DANS LES MÉDIAS

Cette année encore, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois mais aussi internationaux :

- Le Devoir, « Les aides familiaux résidents en danger », 6 mai 2019.
- Mostafa Henaway et Amélie Nguyen, Bulletin de l'IRIS, « Dans les champs du Québec : des travailleurs et travailleuses de seconde zone », novembre 2019.
- Protégez-vous, « Choisir des aliments sans cruauté envers les travailleurs », 13 août 2019.
- À bâbord, « La misère des travailleuses du textile », janvier 2020.
- À bâbord, « Les droits des travailleuses et travailleurs migrants temporaires », novembre 2019.
- Espace libre, « Les droits des travailleuses et travailleurs migrants temporaires », 13 décembre 2019.

- Illico, « Piégées » : l'exploitation des nounous étrangères vue par le Bureau d'enquête de Québecor, 10 octobre 2019.
- Journal de Montréal, « Des nounous étrangères exploitées en secret », 12 octobre 2019.
- Droits et libertés, « Les oublié.e.s de la pandémie », 27 mai 2020.

Le CISO a aussi rayonné dans les médias de ses membres syndicaux :

- Le Monde Ouvrier, « Les nouvelles formes de l'exploitation dans les ateliers de vêtements à Tehuacan », Mai-Juin 2019.
- Magazine CSQ, « Non à l'esclavage moderne », 31 octobre 2019.
- Article commémoratif pour le 100^e du CCMM-CSN, 1 novembre 2019.
- Entrevue à la radio de l'AREQ, 10 décembre 2019.
- Magazine CSQ, « Pour un pouvoir réel des peuples autochtones », 27 avril 2020.

Au total, nous avons rejoint 3 041 472 personnes avec nos publications dans les différents médias.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et le respect des droits. Cette année, le CISO a notamment travaillé avec les réseaux suivants :

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ORGANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration. Le CISO participe régulièrement aux activités

d'éducation, de réflexion et de plaidoyer de ce réseau.

CONCERTATION POUR HAÏTI (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre individuelle et militante du CISO, y sont déléguées. La CPH a organisé cette année une commémoration du 10^e anniversaire du séisme de 2010 sous le thème Ayiti la! afin de réfléchir l'avenir du pays sur fond de crise politique et sociale.

FONDATION LÉO-CORMIER POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS

La coordonnatrice siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

RÉSEAU CANADIEN POUR LA REDDITION DE COMPTE DES ENTREPRISES (RCRCE)

Depuis janvier 2020, le CISO est désormais membre du RCRCE. Il s'agit d'un réseau pancanadien dont la mission est de travailler sans relâche pour faire en sorte que les compagnies minières, pétrolières et gazières canadiennes respectent les droits humains et l'environnement dans leurs activités à l'étranger.

RÉSEAU QUÉBÉCOIS SUR L'INTÉGRATION CONTINENTALE (RQIC)

Bien que le CISO ne soit pas un membre régulier du Réseau, il participe aux lieux de réflexion qu'il suscite sur les enjeux du libre-échange.

INFRASTRUCTURES

CONTRIBUTION DES MEMBRES

En 2019-2020, le CISO a pu compter sur des cotisations de plus de 105 000\$ de la part de ses membres organisationnels et individuels à travers le Québec. Nous souhaitons les remercier grandement pour leur appui solidaire, qui demeure essentiel à son action autonome.

FINANCEMENT DU MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

→ Le CISO a bénéficié de la dernière année de sa subvention triennale (2017-2020) de 45 000\$ par année dans le cadre du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du MRIF. Suite à la pandémie, le programme a été modifié pour s'enligner sur la réponse à la COVID tant en éducation qu'en solidarité internationale. Le CISO a présenté une demande et attend une réponse en septembre 2020.

→ Le CISO a bénéficié d'un financement de 30 000\$ sur deux ans du MRIF, dans le cadre du PQDI, entre 2018-2019 et 2019-2020, pour un projet d'organisation des « pepenadores » au Mexique en collaboration avec le FAT.

- Le CISO a également sollicité et obtenu un financement de 12000\$ de la Fondation Louise Grenier pour l'appui à un projet d'économie solidaire au bénéfice d'un groupement de « pepenadores » du FAT à Gomez Palacio (état de Durango, Mexique).

→ Deux subventions salariales ont été attribuées au CISO en 2019-2020 par le programme Communautaire.

→ Le CISO a bénéficié d'une subvention de 5000\$ de la Fondation Léo-Cormier pour 2019-2020.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO. Une subvention de l'organisation Communautaire a permis d'embaucher Marie-Ève Caron à titre de chargée des communications du CISO jusqu'à la fin de 2019 et Juliane Vandal comme chargée de la campagne sur les droits territoriaux des peuples autochtones entre novembre 2019 et mars 2020. Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement. Près d'une soixantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et coopération internationale, ainsi que celui de Leïla MÉRABET qui a appuyé le volet éducation.

COMITÉ DROIT DES PEUPLES AUTOCHTONES

Cette année, le comité éducation a été temporairement en latence et a été remplacé par le comité sur les droits des peuples autochtones étant donné le thème de la campagne actuelle, sur le CPLE. Les personnes suivantes y ont participé en 2019-2020 :

- Marie-Hélène Bonin, CSN
- Dominique Bernier, CSQ
- Jean-Yves Couture, Métallos-FTQ
- Nicole de Sève, CISO
- Amélie Nguyen, CISO
- Juliane Vandal, CISO

COMITÉ COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les personnes suivantes étaient membres du comité Coopération en 2019-2020 :

- Luc Allaire, CSQ
- Shirley Dorismond, FIQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Chantal Ide, CCMM-CSN
- Amélie Nguyen, CISO

ÉCORESPONSABILITÉ

Le CISO tente de faire sa part à son échelle pour réduire son empreinte carbone et son impact environnemental. L'organisation a réussi à envoyer 92 140 mégots à l'organisation Terracycle grâce à des initiatives de collectes et de ramassage des mégots. Les profits de cette initiative iront directement au financement du projet d'organisation des recycleuses et recycleurs de déchets au Mexique. Le plus souvent possible, l'équipe fait ses impressions sur du papier réutilisé. Nous choisissons d'acheter du papier recyclé et produit de manière plus écologique. Aussi, cette année, les cartouches d'encre pour l'impression ont été remises à l'organisation Mira pour que les bénéfices de leur récupération lui permettent de financer ses projets. Plusieurs kilos de déchets électroniques ont de plus été recyclés.

En utilisant le moteur de recherche Ecosia, plus de 500 arbres ont été plantés par cette organisation.

Le CISO a finalement donné son appui à des coalitions et déclarations sur la justice climatique et participé aux mobilisations sur ce thème, comme la Marche pour le climat.